

CTL du 30 novembre

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

ou plutôt devons-nous vous appeler M le Commissaire du gouvernement près du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables.

Mais nous y reviendrons un peu plus tard.

Sans trop vous surprendre, nous commencerons notre déclaration liminaire par la situation économique et sociale.

Le nouveau gouvernement suit la voix désastreuse des politiques régressives menées en Europe.

Ces choix n'apportent aucune solution de sortie de crise. Il n'y a qu'à regarder la situation de l'Espagne ou bien encore de la Grèce. Le chômage atteint des sommets en Europe, plus de 18 millions de demandeurs d'emplois, avec des taux dépassant les 25% comme en Espagne.

La France n'est pas épargnée dans le lot. Les derniers chiffres témoignent d'une dégradation supplémentaire de l'emploi avec 5,2 millions de chômeurs toutes catégories confondues soit, + 1,6% sur un mois et + 8,9% sur un an !

Cette interminable détérioration de l'emploi en France inquiète et témoigne que la France est loin d'être sortie de la crise. Nombre de salariés, de demandeurs d'emploi côtoient tous les jours précarité, petits boulots et indemnités minables.

Entendre régulièrement que la rigidité du marché du travail et le coût du travail sont les principaux responsables de la situation du chômage, comme le dit Laurence Parisot patronne du Medef, est, à la fois caricatural et dogmatique. **C'est mépriser les millions de personnes en attente ou à la recherche d'un véritable emploi.**

C'est pourquoi la CGT insiste une nouvelle fois pour que la négociation sécurisation de l'emploi, ouverte début septembre, débouche sur de nouveaux droits protégeant mieux l'emploi et combattant la précarité et la dérive des ruptures conventionnelles (plus d'un million à cette date).

C'est bien d'austérité et de rigueur budgétaire dont il est question dans le Projet de Loi de Finances 2013 ou bien encore dans les mesures annoncées dans le pacte de compétitivité.

Le matraquage médiatique est au firmament ! Et vous vous en faites l'écho comme mardi dernier en répétant « qu'on ne peut pas faire autrement ! ».



Toulouse, le 30 novembre 2012

Syndicat CGT Finances Publiques
Section de Haute Garonne
Centre Régional des Finances Publiques
Place Occitane
31039 Toulouse cedex
<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/>
cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr

A trop écouter le MEDEF ou autres volatiles, le Président de la République et le gouvernement surfent sur les thèses libérales du « coût du travail », des « charges salariales », alors qu'il est urgent d'entamer un véritable débat sur la répartition capital-travail et parler enfin de cotisations et non de charges.



Encore une fois, les réponses à la crise vont être supportées par les salariés.

Pourtant d'autres solutions sont possibles. Il suffit d'un peu de volonté politique pour les mettre en œuvre.

« **De l'argent il y en a, aux Finances on sait ça** ». Oui, une autre orientation en matière de fiscalité, en moyens humains pour combattre la Fraude Fiscale sont possibles. Nous vous savons fâché avec les chiffres de cette fraude : « Peut-être plus, peut-être moins » comme vous le disiez dernièrement. Pourtant des sages ont étudié aussi cette évasion fiscale. Au mois de juillet a été publié un rapport au Sénat sur cette fameuse évasion. Que figure-t-il dans les propositions pour enrayer ce phénomène ? Des moyens humains et juridiques supplémentaires à la DGFIP.

Nous vous demandons dans le cadre d'une information impartiale de mettre sur le site départemental Ulysse 31 les liens vers ce rapport ainsi que le blog du Sénat sur l'évasion fiscale.

Pour en venir à la DGFIP, **les suppressions d'emplois sont toujours de mise : 2.023 au niveau national, 21 pour notre département.**

La mise en compétition entre Ministères, prioritaires ou non, est malsaine. Faute de Plan de Qualification Ministériel (**ils sont bien loin les engagements de M MOSCOVICI**), le Directeur Général s'appuie sur le PQM de l'année 2008 pour ventiler les suppressions d'emplois de 2013. **On voulait du changement, pour le coup en voilà.**

Sûrement dans le cadre de la sincérité des comptes de l'Etat ou autre certification dont se font les gorges chaudes nos gouvernants, on intègre cette année les emplois supérieurs des responsables des services de la publicité foncière. Comment étaient-ils suivis auparavant ?

Toujours dans le cadre du dernier Comité Technique de Réseau, la feuille de route du budget de fonctionnement est toute tracée : **-7% en 2013, puis -4% les deux années suivantes pour arriver en 2015 à -15% au total.** Cette orientation associée aux suppressions d'emplois est plus que désastreuse !

C'est dans ce contexte économique des plus difficiles et pour répondre à l'attitude inqualifiable du Ministre des Finances ou bien encore du nouveau Directeur Général que l'intersyndicale nationale des Finances Publiques a appelé les personnels à la grève ce mardi 27 novembre.



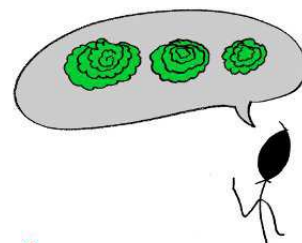
La veille de ce même 27 novembre, nous avons assisté à une tentative de désamorçage de la grève ou plutôt le comble du ridicule. Une certaine Pamela informe l'ensemble des agents du passage du délai de péremption des mots de passe Annuaire à 6 mois. Comme dirait un certain

Spinoza « **ni rire, ni pleurer, mais comprendre** ». Mais la partie s'annonce rude. Il faut alors s'attarder sur la fameuse fiche de simplification n°13. Tout y est expliqué : les agents de la DGFIP vont gagner 10 minutes par an ! Pitoyable au plus haut point, mais cela pourrait ne prêter qu'à sourire s'il ne s'agissait d'une stratégie plus globale de la Direction Générale visant à faire entériner par les personnels les abandons de missions tout en contournant les instances représentatives du personnel, tel est d'ailleurs l'objectif de la nouvelle démarche stratégique directionnelle, nouvel habit du défunt DOS engagé par Philippe Parini.

Nous revenons donc un court instant à notre introduction. En toute honnêteté, nous sommes soulagés de vous avoir vu participer à l'assemblée générale des Experts-Comptables à **Toulouse Labège DIAGORA**. Mais que vient donc faire cette information sur Ulysse 31 ? Etes-vous en concurrence marketing avec M Bézard, qui est en train de passer à la postérité comme le Directeur Général le plus photographié de l'histoire.

Le 27 novembre, au niveau national près d'un agent sur quatre était en grève, près d'un agent sur trois dans notre département. Ces chiffres ne sont pas à minimiser au regard du climat qui règne et de l'endoctrinement libéral asséné à tour de bras !

Devant plus de 150 collègues rassemblés à la Direction, vous n'avez pas hésité à faire preuve d'un mépris certain envers eux. Utilisant des termes plus appropriés au verbiage du jardinage ou de l'horticulture, vous avez, sans sourciller, comparé les revendications portées ce jour là à des salades. Après avoir feuilleté attentivement le dernier guide Clause du jardinage, nous n'avons rien vu en matière de rémunérations, d'exercice des missions, de conditions de travail, ... **Mais sans doute vous aviez en tête l'essorage perpétuel des emplois à la DGFIP.**



Nous vous le redisons aujourd'hui M le Président, les revendications des personnels ne sont pas des salades, elles correspondent à des attentes fortes et légitimes en matière d'emplois, de rémunérations, d'amélioration des conditions de travail, d'exercice des missions.

Venons en maintenant à l'ordre du jour du Comité Technique Local.

Nous allons sûrement vous irriter une fois de plus, mais c'est ainsi. Si aujourd'hui certains points sont à l'ordre du jour, ils proviennent de l'intervention de l'intersyndicale lors du rassemblement du 22 octobre et plus encore suite au courrier de cette même intersyndicale sur le dialogue social.



Sans trop empiéter sur les débats, **nous soulignons l'importance aujourd'hui d'avoir un point sur la situation budgétaire.** Pourquoi ? Des départements sont en cessation de paiement. A la lecture du document fourni, la situation n'a pas l'air des plus réjouissantes en Haute-Garonne. Mais nous ne doutons pas que vous saurez trouver les arguments pour nous convaincre du contraire.

Sur les réorganisations de service, la réforme engagée de la centralisation du courrier pose plusieurs questions : en matière d'emplois, de réelle économie budgétaire (on passe de 100.000 à 25.000 euros), de conditions de travail, ...

Nous insistons juste sur la finalité de ces économies budgétaires : **permettre de dégager des marges budgétaires pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie au travail !** Vous en êtes sûr ?

Le déménagement des équipes concours et formation professionnelle n'était pas urgente dans l'immédiat, eu égard au calendrier qui est le leur actuellement.

Toujours sur les réorganisations, **le changement de modalité de gestion des équipes de renfort** révèle les difficultés d'exercice de missions des Ressources Humaines. Mais quelle est votre finalité ? Vous nous l'expliquerez sans aucun doute.

Sur la restauration, et plus particulièrement la cantine du Mirail, les personnels attendent des réponses claires suite à la pétition qui vous a été remise le 22 octobre.

La révision des valeurs locatives des locaux professionnels est une nécessité quand on sait que les bases datent des années 1970. Mais là encore se posent les questions des moyens en personnels et matériels qui seront mis à disposition pour cette opération délicate.

La création de l'antenne de Clermont Ferrand pour l'apurement des comptes des Etablissements Publics Locaux d'Enseignement, en renfort des PIAA de Rennes et Toulouse sent « l'usine à gaz » à plein nez. Juste une première question : quel comité central de réseau a validé la création de cette antenne ?

Malgré l'ordre du jour dense, nous aurons **quelques questions diverses**. Notamment, nous vous demandons une information claire sur **vos projets immobiliers autour de la réhabilitation du site des Carmes**.

Nous revenons vers vous aujourd'hui sur **l'établissement des Résidences Administratives Nationales (RAN)** pour le mouvement des inspecteurs au 1^{er} septembre 2013. Nous demandons l'ouverture de négociation sur leur périmètre dans notre département. Entre autre, la RAN de Toulouse est très vaste, celle de Colomiers incomplète, ou bien encore qu'en est-il du PIAA : en tant que structure nationale, relève-t-il de la RAN de Toulouse ou bien de celle de Balma ?

La création d'un hôtel des Finances dans le nord toulousain peut répondre à la problématique des RAN.

Pour conclure, nous tenons à souligner le processus unitaire de mobilisation engagé en Haute-Garonne. La CGT Finances Publiques 31 va s'engager à développer la dynamique en cours.

L'établissement de la synthèse des cahiers revendicatifs, qui sera débattue à l'initiative des organisations syndicales lundi prochain, témoigne de la mobilisation en cours. Nous citerons juste le philosophe grec Sénèque « **Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles** ».

Vous l'aurez compris, nous mettrons tout en œuvre, dans l'unité syndicale la plus large pour imposer le changement.



A l'issue de la déclaration liminaire, la délégation CGT Finances Publiques a remis une essoreuse à Salades au DRFIP 31, suite à ses propos tenus lors du rassemblement du 27 novembre.



Emplois, Missions,



Conditions de travail, Salaires : le changement, c'est maintenant !